Vendredi 20 janvier 1978 – No 809

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

AU SOMMAIRE

PAGE 5 : 1ère liste de candidats d'*« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne »*.

PAGE 3 : Barre en Chine

LES NAVIRES RUSSES BOMBARDENT L'ERYTHREE !

Une fois de plus, la corne de l'Afrique vient au premier plan de l'actualité internationale, et une fois de plus, c'est l'activité de l'Union soviétique qui, en voulant exploiter à son profit des conflits mineurs entre pays du tiers monde, provoque une internationalisation qui risque de dégénérer en conflit majeur au niveau mondial.

Tout d'abord, les représentants du Front populaire de libération de l'Érythrée, à Rome, dénoncent l'intervention directe des forces soviétiques, aériennes et maritimes, contre les positions tenues par les Érythréens. *« Depuis le 13 décembre* — ont-ils déclaré — *deux navires soviétiques, situés à 8 kilomètres des côtes, et appuyés par des chasseurs MIG, bombardent la ville de Massauoa que nous tenons »*. Ainsi, aujourd'hui, les Soviétiques, comme hier les Américains au Vietnam, n'hésitent plus à s'engager directement pour défendre les zones d'influence qu'ils revendiquent contre les luttes anti-impérialistes des peuples.

Ensuite, c'est le cri d'alarme du président somalien, Siad Barre, au sujet d'une invasion imminente de son pays par les troupes du Pacte de Varsovie, aux côtés des Éthiopiens. Profitant du conflit qui oppose actuellement la Somalie à l'Éthiopie, au sujet de l'Ogaden, les Somaliens, soutenant les combattants du Front de libération somali de l'Ogaden, les Russes aimeraient bien récupérer la base navale de Berbera dont ils ont été chassés en fin d'année dernière par le gouvernement somalien.

Certains faits peuvent laisser penser que les craintes du président Siad Barre ne sont pas dénuées de fondements. Armes et « conseillers militaires » soviétiques et cubains ne cessent d'affluer en Éthiopie. On estime à 3 000 Cubains et 1 000 Soviétiques le nombre de militaires participant directement à des opérations en Éthiopie, sur le front érythréen ou sur le front somalien. On cite, notamment, le cas d'un régiment d'artillerie cubain, au grand complet, qui aurait débarqué à Addis-Abeba. Le pont aérien, reliant l'URSS à l'Éthiopie, est équivalent à celui qui avait été mis sur pied en Angola. La liaison maritime serait plus importante encore, particulière-

(Suite page 2)

ВСЕГДА НА ВАХТЕ ЛЮБОЙ
НЕСОКРУШИМЫЙ ФЛОТ МОРСКОЙ

Affiche de propagande militariste russe. Quel est l'objectif central de l'armée de Brejnev ? L'invasion, l'intervention, et non pas la défense des frontières.

• Jérusalem

Interruption des négociations

Le président égyptien, Anouar El Sadate, a rappelé au Caire, mercredi soir, les deux ministres égyptiens qui étaient en mission de pourparlers à Jérusalem.

Le dirigeant sioniste, Menahem Begin, en déclarant « qu'il n'y aura pas de paix au Proche-Orient si Israël revient aux frontières du 5 juin 1967, et si Jérusalem est à nouveau divisée », avait d'ores et déjà choisi la rupture des négociations.

Bégin a maintenu son intransigeance sur le maintien des colons sionistes en territoire égyptien (le Sinaï) et en Cisjordanie. Or, précisément, les deux principales exigences du président Sadate portent sur l'évacuation des territoires occupés en 1967 et le droit au peuple palestinien de la création, en Cisjordanie, d'un État palestinien.

« Israël veut la terre et non la paix ce qui rend les négociations infructueuses » a indiqué Sadate.

Cette interruption des négociations est un échec pour les États-Unis qui cherchent toujours à se poser comme « intermédiaire ». Il serait question que Carter, aux États-Unis, invite Sadate et Begin pour discuter.

• Gervais-Danone — Marseille

UN COMMANDO ARME ATTAQUE LES GREVISTES

Un commando patronal armé a attaqué, dans la nuit de mardi à mercredi, l'usine occupée de Gervais-Danone, à Marseille. Au nombre d'une soixantaine, ces individus ont agi peu après 23 h, sans ménagement, brandissant des gourdins et des carabines 22 long rifle. C'est un véritable détachement qui a pénétré brutalement dans l'enceinte de l'entreprise, menaçant la garde de nuit. Les trois travailleuses qui, avec leur collègue homme, assuraient la sécurité de l'usine, n'ont pu réagir devant un tel déploiement de force, d'autant que les quelques paroles, prononcées par les agresseurs, laissaient peu de doute sur leurs intentions. « Si vous vous tirez pas, va y'avoir de la casse, on voudrait quand même pas vous faire du mal ».

En quittant l'usine, les travailleurs avaient le temps d'entendre résonner quelques détonations, probablement du tir en l'air. Ces truands du patronat doivent bien se sentir protégés pour agir de la sorte.

L'usine Gervais-Danone est occupée par les travailleurs depuis le 18 juin dernier, à la suite de la fermeture qui a entraîné le licenciement de 140 ouvriers. L'usine a été vendue par la suite.

Editorial

Ni droite ni gauche

UN REJET GRANDISSANT

A un mois et demi des élections législatives, un fait n'est pas sans inquiéter les états-majors de droite et de gauche, de même qu'il semble étonner les journalistes. Alors que l'on nous présente ces élections comme capitales, comme pouvant changer radicalement le sort des Français (ce qui est faux), ne voilà-t-il pas que, dimanche dernier, deux sondages révélaient ce qu'est venu confirmer l'émission des « Dossiers de l'écran », mardi : le corps électoral en a ras-le-bol des discours des partis traditionnels, de leurs accusations réciproques.

A nos yeux, rien là de bien étonnant. La division de la gauche, en septembre dernier, a causé un choc incontestable chez de nombreux travailleurs. Marchais et Mitterrand nous promettaient le paradis par l'union de la gauche... plus d'union de la gauche aujourd'hui, mais une bagarre de chiffonniers !

Pour ces mêmes travailleurs, les politiciens de droite ne peuvent en rien constituer une alternative : la politique de Barre, on la connait, celle de Chirac, on l'a connue. Quant aux électeurs potentiels de cette droite, ils commencent à trouver que la plaisanterie publique à laquelle se livrent Chirac, Barre et autre Giscard, depuis quelques jours, a déjà assez duré.

Il est vrai que seuls les marxistes-léninistes et les écologistes iront unis aux élections. Il nous faut, à ce propos, dénoncer les pressions énormes que subissent les divers groupes écologistes, de la part de partis ou de journaux qui n'acceptent pas, qu'en toute indépendance, le mouvement écologique, dans son ensemble, ait décidé de ne se désister ni pour la droite, ni pour la gauche.

Ni pour la droite, ni pour la gauche, c'est sur ces bases que se développe un courant nouveau, et de plus en plus fort, dans notre pays. C'est sur ces bases aussi que se présentent les candidats de l'*« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne »*, lancée à l'initiative du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml), et dont nous publions aujourd'hui une première liste.

A L'OCCASION DU 10e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE DE FRANCE

MEETING

Organisé par l'Humanité rouge

LE 27 JANVIER A 20h30

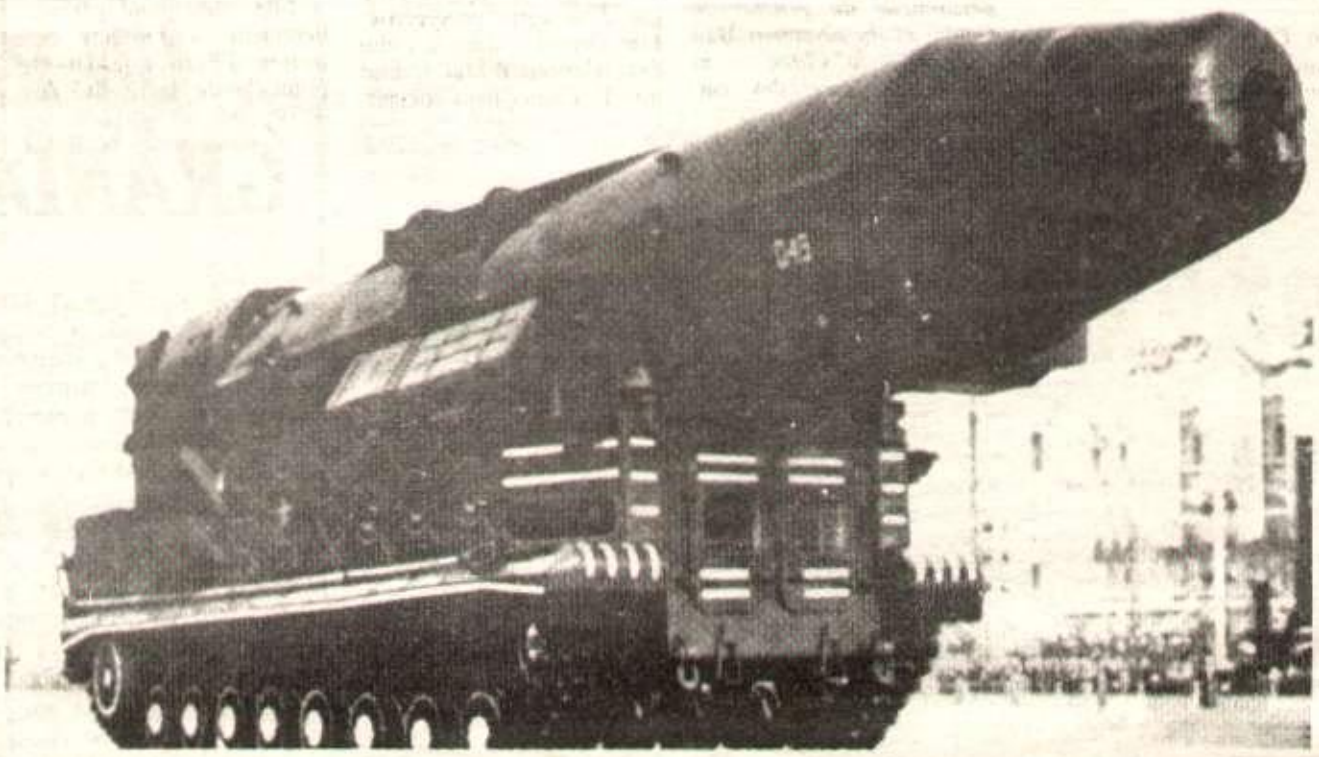
A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978. Présentation des candidats marxistes léninistes de la région parisienne

• URSS

De nouveaux missiles pointés contre l'Europe

Il n'est pas d'usage, dans les milieux de l'OTAN, d'informer les peuples concernés, et avant tout européens, des préparatifs de guerre intense que l'URSS accumule contre eux. Les paroles rassurantes fleurissent dans les discours officiels et la réalité, qui pourtant inquiète de plus en plus les états-majors occidentaux, est soigneusement cachée ou minimisée.



Du SS-4-Sandal au SS-X-20, un des missiles de la panoplie de guerre de l'URSS, le SS-14-Scapegoat.

Peu d'échos sont ainsi donnés, en ce moment, au développement qualitatif et quantitatif impressionnant des missiles soviétiques. La nouvelle vient pourtant de filtrer que l'URSS s'est lancée dans la construction de trois à quatre cents missiles nucléaires du type « SS-X-20 », le modèle le plus récent dont elle dispose. Les trois quarts d'entre eux seront pointés sur l'Europe de l'Ouest, le dernier quart visant la République populaire de Chine.

Cette nouvelle catégorie de missiles n'appartient ni à la catégorie des grosses fusées intercontinentales, ni à celles des petits engins tactiques.

Il s'agit de missiles de portée intermédiaire, destinés essentiellement à menacer les pays européens.

Il semble, en effet, que URSS et USA soient ainsi arrivés à un équilibre approximatif et temporaire dans le domaine des armes stratégiques de longue portée qui sont l'objet des négociations « Salt ». Sur le plan des forces classiques, un net avantage appartient toujours aux forces du Pacte de Varsovie, contrôlées par Moscou. L'OTAN, dans le cadre des négociations de Vienne, s'efforce de réduire cette disparité, mais sans succès jusqu'ici.

Les négociations de Vienne connaîtront bientôt leur 200e réunion, sans que rien de décisif n'ait encore été enregistré dans ces négociations.

Sur le plan des missiles de portée continentale, les pays de l'OTAN n'ont rien d'équivalent à opposer aux 620 missiles soviétiques, actuellement opérationnels. Ils se répartissent en 500 « SS-4 » et 100 « SS-5 », baptisés « Sandal » et « Skean ». Leur puissance est de 1 000 kilotonnes et leur portée respectivement de 1 200 et 2 300 miles.

Les derniers venus de cette panoplie, les « SS-X-20 », ne sont encore qu'au nombre de 20, mais seront produits à plusieurs centaines d'exemplaires.

Leur particularité la plus dangereuse est d'être extrêmement mobiles. Ils sont, en effet, placés sur un transporteur lourd, aisément dissimulable. Leur mise à feu est rendu rapide du fait de l'emploi d'un carburant solide et non liquide. Ils possèdent, enfin, une charge multiple : trois ogives indépendantes pouvant atteindre trois objectifs différents.

La puissance de chacune d'entre elles est de 600 kilotonnes (soit trente fois chacune la puissance de la bombe d'Hiroshima ou encore l'équivalent de tous les bombardements alliés sur l'Allemagne pendant la dernière guerre mondiale !).

A cet arsenal, s'ajoutent les 65 bombardiers « Backfire », dont l'autonomie de vol est de 5 500 miles et qui, ravitaillés en vol par des avions-citernes, peuvent survoler les USA et rentrer à leurs bases. L'URSS les construit actuellement au rythme de 2,5 unités par mois.

Face à eux, les USA peuvent seulement aligner les missiles « Cruise », dont le déploiement fera, sans doute, l'objet de restriction dans le prochain accord « Salt » et qui ne seront pas produits en série avant trois ans, et 156 chasseurs-bombardiers « F-111 » basés en Grande-Bretagne, dont l'autonomie de vol ne dépasse pas 3 800 miles.

La France, dont les forces ne sont pas sous commandement de l'OTAN, et la Grande-Bretagne, disposent chacune de 64 missiles, embarqués à bord de sous-marins, d'une portée maximale de 3 000 miles. Sa force de frappe comprend 18 missiles d'une puissance de 150 kilotonnes et d'une portée de 1 875 miles, basés à terre.

Voilà d'utiles indications sur l'état des forces en présence. Voilà qui réduit à néant la thèse propagée par le PCF, selon laquelle l'URSS ne s'arme que pour se défendre ! Dès maintenant, dans le domaine des armements les plus meurtriers, le rapport de forces est en sa faveur, et pourtant, elle continue d'exploiter férocement les travailleurs soviétiques et des pays de l'Est pour accélérer encore son effort de guerre.

Mais les peuples indochinois, qui fêteront bientôt le deuxième anniversaire de leur libération, en ont déjà administré la preuve éclatante. Les armes d'une superpuissance, si nombreuses et si perfectionnées soient-elles, ne peuvent vaincre la détermination des peuples unis et résolus pour défendre leur liberté et faire triompher la révolution.

SUITE DE LA PAGE 1

ment pour le matériel lourd, comme l'artillerie.

Face à cette situation menaçante, le président Siad Barre a lancé un appel à l'aide internationale pour s'opposer à ce qu'il a qualifié *« d'ingérence soviétique dans la corne de l'Afrique »*.

• Afrique du Sud

Les écoles primaires de la cité africaine de Soweto, près de Johannesbourg, étaient quasi désertes mardi, le jour de la rentrée scolaire, après plusieurs mois de boycottage des cours.

Le gouvernement attend surtout la rentrée du secondaire qui doit avoir lieu le 1er février. Les écoles secondaires avaient été fermées à la suite d'un mouvement de grève générale qui a touché plus de 27 000 lycéens. En inscrivant leurs enfants, les parents doivent s'engager à ce qu'ils ne fassent pas grève et ils sont tenus de rembourser les dégâts qui auraient pu être occasionnés dans le lycée. Seule une infime partie des élèves est inscrite.

Mardi matin, la police a battu des jeunes Noirs dans la rue à Soweto car ils n'étaient pas en classe.

• Sinaï

Begin a affirmé hautement qu'il n'était pas question pour Israël de partir totalement des territoires occupés du Sinaï. Il ne s'agit pas là d'une affirmation gratuite, puisque la ville d'Holith dans le saillant de Rafiah est devenue depuis mardi dernier un kibboutz.

• Bolivie

Un manifestant tué, plus de 120 arrestations

Les luttes prennent une ampleur considérable. Mardi et mercredi, les 58 000 mineurs se sont mis en grève pour soutenir les 1 300 grévistes de la faim qui réclament entre autres l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques.

Tous les journaux et radios de Bolivie ont décidé la grève pour mercredi pour protester contre le gouvernement militaire. Le nombre des grévistes de la faim est maintenant de 1300. Le gouvernement fasciste de Banzer avait lancé lundi une grève pour le soutenir empêchant les ouvriers de travailler. Mais il a aussitôt repris, face à l'échec de cette tentative, son attitude habituelle, à savoir la répression. Mardi, à l'aube, la police a arrêté 120 des 1 300 grévistes de la faim. Des centaines de policiers étaient réquisitionnés pour cette vaste opération. Les grévistes ont été arrêtés dans les bureaux de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dans ceux du syndicat des travailleurs de la presse et du journal catholique «Presencia» ainsi que dans l'université de La Paz, sans compter 15 grévistes réfugiés dans l'église Santa Cruz de la Sierra. Pour nombre de ces grévistes, il sera difficile de supporter l'incarcération, leur état de santé étant déjà critique.

Pour protester contre ces arrestations, une manifestation a eu lieu à la Paz.

Un jeune manifestant été tué par des coups de feu tirés d'une voiture.

Son père a reconnu une voiture du ministère de l'Intérieur. Puis quatre autres églises abritant des grévistes de la faim ont été investies à Potosi (au sud de La Paz) ainsi qu'une autre église de La Paz. Assassinat, arrestations, voilà le vrai visage de ce gouvernement qui prétend s'ouvrir à la démocratie.

• Kampuchéa (Cambodge)

Une importante délégation chinoise a quitté Pékin mercredi matin pour Phnom Penh. Elle est conduite par Mme Teng Ying-Chao, vice présidente de l'Assemblée nationale.

Cette visite amicale est faiteà l'invitation du Parti communiste, de l'assemblée nationale populaire et du gouvernement cambodgiens.

Un événement important

La visite de Barre en Chine

Barre est le premier chef de gouvernement occidental à visiter la Chine depuis la mort du président Mao. Il rencontrera notamment à Pékin le vice-président Teng Hsia-ping qui sera son principal interlocuteur et aussi le président Hua Kuo-feng.

C'est la plus importante visite effectuée en Chine par un représentant du gouvernement français depuis la visite de Pompidou en 1973.

Elle traduit l'importance que les deux pays accordent aux liens qui les unissent depuis maintenant plus de quatorze ans. C'est en effet en 1963, que De Gaulle bravant les USA, à l'égard desquels il affirmait ainsi une fois de plus sa volonté d'indépendance, décidait de reconnaître la Chine populaire.

Depuis, les liens entre les deux pays sont allés sans cesse en se resserrant. Échange d'ambassadeurs, en 1964, visite de Malraux reçu en Chine comme une personnalité officielle en 1965, puis en 1970, visite d'une délégation gouvernementale dirigée par Bettancourt, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire.

D'autres personnalités gouvernementales tels, Maurice Couve de Murville, ancien Premier ministre, Chaban-Delmas, Maurice Schuman, ministre des Affaires étrangères, devaient être reçus en Chine avant la visite en 1973 de Pompidou alors président de la République.

EN 1975, VISITE DE TENG HSIAO-PING EN FRANCE

De son côté, la France devait recevoir en 1975, sur l'invitation de Giscard d'Estaing, la visite de Teng Hsiao-ping. Celui-ci avait alors déclaré : *«Il y a onze ans, grâce à la sollicitude personnelle du général de Gaulle et du président Mao Tsé-toung, la Chine et la France ont noué des relations diplomatiques ouvrant une page nouvelle dans les annales des rapports sino-français. Les faits prouvent que l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays, non seulement correspond aux intérêts des deux peuples, mais aussi s'avère conforme au courant historique de notre époque... le président Mao Tsé-toung porte un vif intérêt au développement des relations sino-françaises. J'ai la certitude que grâce aux efforts conjugués de part et d'autre, les relations entre nos deux pays se renforceront encore davantage.»*

RESSERRER LES LIENS ENTRE PAYS TIERS MONDE ET SECOND MONDE

La visite de Barre s'intègre dans cette perspective. Elle s'inscrit dans le cadre des relations d'État à État que la Chine, pays socialiste, entretient avec les pays à système sociaux différents, sur la base notamment du principe de coexistence pacifique. Dans la période actuelle de tels rapports avec la France ont une importance toute particulière. Conformément à la théorie des trois mondes, élaborée en 1974 par le président Mao, la France est un pays du second monde, l'un des pays susceptibles d'être gagné au front uni antihégémonique contre les deux superpuissances. L'édification d'un tel front, le plus large possible, correspond à l'intérêt des peuples du monde dont les deux superpuissances constituent dans la période actuelle des principaux ennemis communs.

Elle correspond particulièrement à l'intérêt des peuples d'Europe de l'Ouest, point-clé de la rivalité des deux superpuissances, et donc du peuple de notre pays.

La visite de Barre en Chine va permettre aux dirigeants chinois de revenir une fois de plus sur la préparation à la guerre à laquelle se livrent les deux superpuissances, le danger principal que représente l'URSS notamment en Europe, sur la nécessité pour les peuples et pays européens de ne pas céder aux sirènes de la détente, de consolider leur union et leur indépendance, et de se rapprocher du tiers monde.

L'inégalité devant le mariage

En marge du salon du mariage qui s'est ouvert mercredi 18, deux chiffres sont intéressants. Ils concernent la probabilité de mariage pour les hommes et les femmes selon qu'ils appartiennent à certaines couches sociales.

Il y a 2% de célibataires chez les patrons. A l'autre bout de l'échelle, chez les salariés agricoles, il y a par contre 33 % de célibataires.

Ces chiffres sont valables pour les hommes. En ce qui concerne les femmes les tendances sont inversées.

Il y a davantage de célibataires dans la bourgeoisie que dans le peuple.

En ce qui concerne la proportion élevée de célibataires hommes chez les salariés agricoles, l'une des causes importantes en est le dépeuplement de la campagne et l'exode rural. D'autre part, les salariés agricoles constituent la couche peut-être la plus mal payée de toutes les classes et couches sociales. Ensuite le travail à la campagne se fait rare pour les femmes qui ont besoin ou préfèrent trouver du travail dans les petites villes.

Toutes ces conditions expliquent en partie le fait qu'un nombre aussi important de salariés agricoles soient célibataires.

Le fait que les célibataires femmes, à l'inverse, se trouvent en plus grand nombre dans la bourgeoisie qu'au sein du peuple traduit la plus grande dépendance de femmes dans ces dernières.

Beaucoup de femmes n'ont pas de métier leur permettant de vivre et peu de possibilité de travail. Les perspectives pour elles sont de se marier, d'élever les enfants tandis que le mari travaille et rapporte la paye.

La société bourgeoise encourage d'ailleurs les femmes à cette dépendance à l'égard du mari et pour elles le mariage constitue en quelque sorte une sorte d'assurance sociale.

Le fait que davantage de femmes de la bourgeoisie soient célibataires reflète un degré moindre de dépendance et les possibilités plus grandes chez ces femmes d'avoir un travail rémunérateur.

ABONNEMENT SPECIAL

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978 l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours, à partir du 16 janvier, au prix de 1.70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement *pris entre le 15 janvier et le 15 mars.*

QUOTIDIEN SEUL

Pli ouvert
1 mois (22 Nos) . . . . 30 F
3 mois (66 Nos) . . . . 90 F
6 mois (132 Nos) . . . 180 F

Pli ferme
1 mois (22Nos) . . . . 60 F
3 mois (66 Nos) . . . 180 F
6 mois (132 Nos) . . . 360 F

QUOTIDIEN PLUS BIMENSUEL

Pli ouvert
1 mois . . . . . 35 F
3 mois . . . . . 105 F
6 mois . . . . . 210 F

Pli fermé
1 mois . . . . . 70 F
3 mois . . . . . 210 F
6 mois . . . . . 420 F

L'HUMANITÉ ROUGE BIMENSUEL No 23 EST PARU.

Enfants de la misère

C'est dans la proche banlieue ouvrière de Rouen, entourée de béton et d'asphalte, que se trouve l'école primaire Henri Wallon.

16 h mardi ! Comme chaque jour, des mères de familles aux conditions modestes attendent la sortie de leurs enfants mais aujourd'hui, c'est devant le bal let incessant des ambulances.

Est-ce les crêpes aux champignons ou la langue sauce piquante, toujours est-il qu'une centaine d'enfants ont été intoxiqués. Une trentaine ont dû être amenés à l'hôpital et certains placés sous perfusion : pas très grave dit-on, dans les services de l'hôpital Charles Wiele, mais douze ou quatorze heures de surveillance seront quand même nécessaires. A qui la faute ? aux sociétés Sanor pour la langue et Ortiz-Micks pour les crêpes, ou au manque de subvention qui incitent à acheter et à nourrir à bon marché. Sûrement aux deux, profits et pénurie vont de pair.

Correspondant HR Rouen.

• Petit-Quevilly

Intoxication alimentaire

Cent enfants atteints, trente hospitalisés

Deux enfants ont été hospitalisés dans un état grave à Dieppe à la suite de la démarche d'une voisine. La pièce dans laquelle ils vivaient avec leurs parents était un taudis. Agés de 9 et 7 ans, très maigres, Michel et sa sœur Marie-Thérèse étaient dans un état de dénutrition avancé et le médecin qui les a examinés les a faits hospitaliser d'urgence.

Entendu par le juge d'instruction, de Dieppe, leur père a été inculpé de privation volontaire d'aliments et risque de trois à dix ans de prison. Certes, laisser ses enfants à l'abandon est inqualifiable. Mais si de telles affaires se produisent de plus en plus souvent, la responsabilité n'en incombe-t-elle pas au système social dans lequel nous vivons et à l'approfondissement de la crise. Dans le cas présent le père, marin-pêcheur, n'avait pas de travail et la misère avait poussé les deux parents à l'alcoolisme.

• Uckange Moselle

Une rencontre-débat fructueuse

Dimanche 8 janvier, les marxistes-léninistes de la vallée de Fensch ont organisé une après-midi de rencontre détente-débat. 80 à 100 personnes ont écouté de jeunes chanteurs de Fameck organisés autour de la JCMLF, vu des tableaux, des panneaux sur les luttes dans la métallurgie, sur l'histoire du Parti communiste marxiste-léniniste, etc.

Un camarade d'Usinor a ensuite présenté la brochure «Usinor-Thionville : pourquoi les patrons ont-ils gagné ?». Cette présentation a été suivie d'un débat intéressant auquel ont participé notamment des militants de base du PCF. Les questions qu'ils ont posées telles que *«Quelle démocratie voulons-nous ?» «De quel syndicat de classe avons-nous besoin ?»*, prouvent à quel point ils sont attachés à ces questions auxquelles ils ne trouvent pas de réponse dans leur parti.

ROUBAIX

RÉUNION PUBLIQUE

«Contre l'école capitaliste» — Samedi 21 janvier de 16 h à 20 h

106 Bd de Belfort à Roubaix
Montage-dispos, panneaux, libres, etc.
Intervention centrale : «Ce que disent les marxistes-léninistes sur l'école».

LYON

CONFÉRENCE-DÉBAT

« OU VA LA CHINE DE HUA KUO-FENG ? »
Par Alain BOUC
Organisée par l'association des amitiés franco-chinoises
vendredi 20 janvier 1978
20 h 30 — Salle de la Mutualité
Place Antonin Jutard 69003 LYON

• Institut médico-pédagogique de la Modtais-Saumur (Maine-et-Loire)

LE DIRECTEUR EN PROCES

Une centaine de travailleurs sociaux du Maine-et-Loire étaient présents au tribunal de Saumur pour soutenir Melle Planche, exélève éducatrice de l'école de Tours. Elle portait plainte contre Billard, directeur de l'institut médico-pédagogique de la Modtais (Saumur), pour falsification de son rapport de stage avec la complicité de la direction de l'école de Tours.

Il a, en effet, retiré du rapport — juste avant l'examen — la partie où les éducateurs de la Modtais exprimaient leur désaccord avec les appréciations défavorables du directeur. Pourtant, celui-ci n'ignorait pas que les textes de loi prévoient que c'est l'équipe toute entière qui élabore et signe le rapport. Melle Planche dénonce donc une nouvelle tentative des patrons pour contrôler davantage le recrutement des travailleurs sociaux et le contenu de leur formation.

D'autre part, rappelons, qu'en juin 1977, les éducateurs de la Modtais entamaient une grève de 43 jours pour protester contre la falsification du rapport et dénoncer les brimades qu'ils subissaient quotidiennement. Les éducateurs avaient été licenciés et avaient imposé leur réintégration en serrant les coudes autour de leur section CFDT. Les sarcasmes de l'avocat de Billard — *« Ces syndicalistes irresponsables », « éducateurs peut-être, mais de débiles » !* — n'ont pas effrayé les travailleurs sociaux présents au procès ; ils ont su montrer leur colère tout en résistant à ces provocations qui ne visaient qu'à les faire expulser de la salle d'audience par les « garants de l'ordre public ».

Jugement rendu le 27 janvier.

Un travailleur social

• Vétérilis-Rigaux à Quétigny (21)

Déménagement d'usine

Les patrons du groupe Delalande viennent de décider de déménager l'usine Vétérilis de Quétigny : destination : le Maine-et-Loire.

On vient installer une usine, on touche une prime d'installation, on raconte des bobards aux gens que l'on embauche ; un peu plus tard, on s'en va ailleurs, on retouche une prime... et le petit jeu continue...

Les ouvriers ? Ils n'ont qu'à s'acheter une caravane et suivre l'usine, sinon... c'est le licenciement pour refus de mutation !

Vingt-trois sur les trente salariés de Vétérilis ont refusé : on ne sait s'ils seront reclassés sur place ou licenciés.

• Dijon

Grève et occupation au complexe agronomique

Les étudiants et le personnel de l'INPSA (Institut national de promotion supérieure agricole) se sont mis en grève avec occupation, du 12 janvier au 14 janvier, pour protester contre la suppression d'un poste d'enseignement et les décisions arbitraires du ministère de l'Agriculture.

Ils ont obtenu satisfaction sur leurs revendications (sauf le paiement des heures de grève) au bout de deux jours, grâce à la fermeté et au soutien de l'ensemble du complexe agronomique de Dijon.

• Flipo-fils ainés (Tourcoing)

Les travailleurs occupent toujours

Depuis plus de dix jours maintenant, les ouvrières et les ouvriers de Flipo Fils-ainés, (90 % d'immigrés), occupent leur usine pour refuser les 155 licenciements. Jeudi et vendredi derniers, le patron est venu avec la bande qu'il s'est constituée, faite des cadres, des chefs et de quelques jaunes, pour injurier et pour provoquer les grévistes devant les portes.

Mais ceux-ci tiennent bon. Le patron voudrait bien négocier si l'usine n'est plus occupée. Les grévistes sont déterminés, eux, à occuper l'usine tant que les mesures de licenciement ne seront pas suspendues.

Correspond HR

• Foyer Sonacotra

Journée «portes ouvertes» à St-Geneviève-des-bois

Le comité de soutien et le comité des résidents du foyer Sonacotra de Sainte-Geneviève-des-Bois annoncent une journée « portes ouvertes », le samedi 21 janvier, à partir de 14 heures.

A cette journée « portes ouvertes », il y aura des films, des diapositives, de la musique et des chants. Une visite du foyer est organisée.

Le foyer Sonacotra de Sainte-Geneviève-des-Bois se trouve, rue Descartes, cité Saint-Hubert.

• Abattoirs Gilles à Collinée (Côtes-du-Nord)

PREMIERE VICTOIRE, MAIS RESTONS MOBILISES RIEN N'EST REGLE

Hier mardi, a eu lieu dans l'enceinte de l'abattoir Gilles une manifestation a l'initiative du comité de défense des producteurs créanciers de Gilles. Celui-ci avait réglé des lots de dettes avec des chèques sans provision.

Au meeting, les petits producteurs ont vu leurs rangs se grossir d'ouvriers qui avaient débrayé. Des prises de paroles ont alors eu lieu, celle des paysans qui insistèrent sur la nécessité de la solidarité entre ouvriers et producteurs, ainsi que celle du délégué syndical adjoint de l'usine.

Puis, alors qu'une manifestation allait trouver le curateur nommé par le tribunal de commerce de Rennes ainsi qu'André Gilles, c'est en manifestant dans les rues de Collinée que nous sommes partis. Manifestation combative mettant l'accent sur la nécessité de l'union et de l'action entre ouvriers et petits paysans.

Aux cris de *«Solidarité ouvriers-paysans» «Non au chomage, non aux licenciements», «Gilles t'es foutu, les ouvriers, les paysans sont dans la rue»*. Nous avons manifesté dans le bourg et sommes revenus à l'usine où la délégation qui avait eu l'entrevue avec Gilles et le curateur nous a annoncé les résultats

— Le comité de défense des producteurs créanciers est reconnu comme le seul interlocuteur valable pour les négociations. Il sera informé de toutes les tractations qui se déroulent. Le comité de défense a obtenu les noms et adresses de tous les créanciers. Une reconnaissance de dette sera envoyée aux producteurs-créanciers en priorité par rapport aux autres fournisseurs de l'abattoir.

Ceci est la preuve éclatante que l'unité ouvriers-paysans à la base et dans l'action est la voie qui mène au succés.

Cependant il faudra attendre jeudi pour que l'on sache les intentions d'éventuels acheteurs. Le combat n'est pas fini : il faut que le Crédit agricole avance l'argent aux créanciers qui leur est dû aux vues des reconnaissances de dette que le curateur doit fournir mardi prochain.

Cette journée est une première victoire. Mais il ne faut pas se démobiliser.

Rien n'est encore réglé. Il est à noter que les soi-disant responsables du soi-disant comité de soutien brillèrent particulièrement lors du meeting et de la manifestation ouvriers-paysans : ils brillèrent par leur absence.

A noter aussi, que les responsables de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.), membres du comité de soutien aux travailleurs de Gilles s'étaient distingués eux-aussi. Ils ont fait du porte-à-porte sur la région pour dissuader les paysans-créanciers d'aller manifester en disant que si les paysans s'associaient aux actions des Paysans-Travailleurs, ils seraient assurer de ne rien retrouver de l'argent perdu ! Comme on voit, entre la F.D.S.E.A. qui empêche d'agir et ceux qui ne font rien pour agir afin qu'il n'y ait pas de licenciements et que le petit producteur soit payé, il n'y a pas tellement de différences...

Correspondant H.R.

Guingamp, janvier 1974 : manifestation de soutien aux ouvriers en grève des abattoirs Doux, à Pédernec.

• Sexlal-Terville

8ème semaine de grève

Soutien aux grévistes

8éme semaine de grève pour les travailleurs de cette entreprise de 88 employés, dont 60 licenciés en un premier temps en attendant la fermeture (voir l'Humanité ouge no 790).

Les travailleurs étaient venus voir les militants marxistes-léninistes de la Fensh pour la création d'un comité de soutien et leur demander d'être présents le 10 janvier : c'est à une trentaine que nous étions devant le portier où étaient convoqués les 28 que la direction reprenait. Parmi eux, des grévistes qui sont restés dans la lutte. Ce sont donc 15 non-grévistes, direction et huissier en tête, qui se sont précipités devant le portier, voyant le rassemblement (en effet, auparavant, quand venaient la direction et l'huissier pour constater l'occupation, les grévistes se cachaient et l'huissier n'avaient qu'à repartir !)

Mais quelle surprise de voir des têtes inconnues ! Direction et non-grévistes sont allés vite se plaindre au sous-préfet et lui demander l'expulsion ; ce à quoi le sous préfet répondit qu'à l'approche des élections cela ferait trop de bruit ! C'était un point pour les grévistes..

La question préoccupante était celle du soutien. Jeudi dernier, un comité de soutien regroupant une vingtaine de membres sur adhésion individuelle et des travailleurs de Sexlal s'est réuni. Quelques initiatives ont été prises :

— Collectes à diverse portes d'usines sur les marchés (1 000 francs collectés samedi sur 2 marchés)

— Prise de parole au tour de chant d'Imago avec appel à la solidarité (650F collectés)

Collectes et popularisation continuent.

L'UIS CFDT a édité des bons de soutien : à ce jour, 2 500 ont été rassemblés. Divers galas se mettent sur pied, le foyer Bernard Delforge et ses travailleurs en lutte se solidarisent en annoncant l'envoi d'une partie de l'argent qui sera rassemblé au cours du gala qu'ils organisent à la fin du mois. Les travailleurs de Sexlal veulent et auront satisfaction !

Correspondant Humanité rouge.

La bataille politique de 1978

Législatives

Le CNPF prend position

Les projets du CNPF c'est l'expulsion d'un million d'immigrés, la hausse des prix et le blocage des salaires. Mais, disent, en substance les représentants des patrons, cette austérité est partagée ; les ouvriers ne sont pas les seuls à la supporter. Et de se plaindre de la rigueur dont l'État capitaliste fait preuve, à ce qu'ils disent, à leur égard.

«Après les élections, ont-ils déclaré, il faudra s'engager résolument sur la voie du retour à la liberté des prix car nous ne voudrons plus nous contenter de promesses».

A les en croire, c'est la défense des travailleurs qu'ils prendraient en réclamant la liberté des prix.

En effet, ils prétendent que la restructuration entrainant fermeture d'usines et licenciements, serait liée, non à la concurrence acharnée pour faire face à la crise, mais à une règlementation trop tatillonne et dépassée et à l'omnipotence de l'administration. Et les patrons de se proclamer sans honte *«parti du mouvement»* et de déclarer *«le dirigisme ça suffit»*, comme s'ils partaient en guerre contre l'État.

Bien sûr, toutes ces déclarations n'ont rien à voir avec la campagne électorale! Le CNPF déclare bien qu'il ne prend pas parti pour tel ou tel candidat et qu'il ne fait pas de politique, lui ! Pourtant, on ne peut manquer d'être frappé par la convergence de cette prise de position préélectorale et de certaines déclarations de Barre.

Le Premier ministre n'a-t-il pas lui aussi critiqué dans une certaine mesure l'État, avec lequel il n'a bien sûr lui non plus rien à voir, en déplorant avec vigueur la *«toute-puissance de l'État»*. Par ailleurs, il a précisé à Blois à propos des mesures proposées pour *«continuer l'effort»* que *«la répartition et l'étalement dans le temps de ces mesures n'étaient pas figés et que leur application pourrait être modulée en fonction de la situation économique nationale et internationale»*. Apparemment, les patrons l'appuient donc indirectement, tout en lui conseillant de leur laisser dans ce cadre, la possiblité d'une petite relance après les élections : le temps d'accroître leurs profits et de donner peut-être quelques miettes aux travailleurs pour leur donner temporairement l'illusion que l'austérité s'est modérée.

PROLETARIAT No 15 paraitra le 24 janvier 1978

ÉDITORIAL DE JACQUES JURQUET : Réponse à Kanapa, à propos du mot d'ordre « Classe contre classe », critiqué dans « France nouvelle ». et programme de lutte des candidats d'*« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne »*.

IL Y A DIX ANS : PUYRICARD – Article de Camille Granot sur les luttes au sein du Mouvement communiste international et du mouvement ouvrier français qui ont conduit à la rupture avec le révisionnisme moderne et à la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

LUTTES OUVRIERES ET POPULAIRES : ORLAC-GILCA : Contribution des marxistes-léninistes à l'unité ouvriers-paysans. Article de Lucien Nouveau.

« LES TANNEURS ONT LA PEAU DURE », 3 ans de lutte des tanneurs du Puy contre tout licenciement – par les camarades du « Tanneur rouge ».

CRITIQUE POLITIQUE ET THÉORIQUE – « Démocratie française, démocratie avancée ou voie démocratique révolutionnaire ». Par André Druesne.

LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA BOURGEOISIE : essai d'analyse des réformes en cours.

– Le social-impérialisme en Amérique latine, une politique de pillage vouée à l'échec.

– Réflexions sur un article de Chang Tchouen-kiao : « De la dictature intégrale du prolétariat ».

– Dessins satiriques et vérité
– Notes de lecture

Pour recevoir ce numéro, abonnez-vous :

UN AN , 52 F – ABONNEMENT DE SOUTIEN : 80 F, ou pensez à renouveler votre abonnement.

Sauf indications précises, reçues avant le 23 janvier, les commandes des diffuseurs de « Prolétariat » seront reconduites pour le No 15.

ADRESSE DE « PROLÉTARIAT » :
BP 320 – 13213 Marseille Cedex 1
CCP 213 089 H Marseille

Conférence de presse du Comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

«CONTRE LES 4 GRANDS»

Mercredi, au local du Comité d'initiative national de la liste *« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne »*, s'est tenue une conférence de presse présentant une première liste de 74 candidats.

Ni droite, ni gauche, tel est le choix de la liste soutenue par le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste)(PCR ml) *« Nous sommes contre les quatre grands : PR, RPR, PS et PCF »*.

Le Comité d'initiative national a pour but, sur la base de l'appel que nous avons publié dans l'édition d'hier, de rassembler le plus possible de travailleurs. Les initiateurs de cette liste de candidats compte bien, après les élections, faire le bilan de leur action commune et voir ce que cette unité peut devenir au-delà des élections, si le bilan se trouve être positif.

Pour l'instant, pour la campagne électorale, le but de la liste *« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne »* est de rassembler tous ceux qui, nombreux aujourd'hui, refusent de confier une fois de plus leurs espérances aux partis traditionnels, de droite et de gauche.

Fidèles à cette ligne, le Comité a annoncé, dès aujourd'hui, qu'il n'appellera ni à se désister pour la droite, ni à se désister pour la gauche au second tour Il appellera à l'abstention. Des contacts sont prévus et, dans certains endroits déjà engagés, avec d'autres candidats refusant tout désistement pour la gauche ou la droite au second tour, comme les candidats écologistes, par exemple.

Le fait que, sur les 74 candidats, 36 sont ouvriers ou ouvrières, marque bien l'originalité de cette liste par rapport aux autres listes présentées. Parmi eux aussi, beaucoup d'anciens militants du PCF, ayant quitté ce parti ou ayant été exclus, parce qu'ils défendaient des idées révolutionnaires.

Lors de la conférence de presse, quatre noms furent particulièrement cités :

– *celui d'André Druesne*, ouvrier métallurgiste, 49 ans, ancien secrétaire général du syndicat des Métaux d'Asnières, exclu du PCF en 1965. Candidat dans la 28e circonscription de Paris.

– *celui d'Alphonse Laux*, sidérurgiste de Lorraine, retraité de la Solac, ancien membre du PCF. Candidat dans la 3e circonscription de la Moselle.

– *celui de Gabrielle Guillermain*, ouvrière textile de Roubaix, ancien membre du PCF, candidate dans la 7e circonscription du Nord.

– *celui de Claude Lebrun*, ouvrier métallurgiste de 32 ans, exclu de la CGT en janvier 1974, il était le même jour licencié de l'Alsthom-Saint-Ouen. Candidat dans la 27e circonscription de Paris.

«Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne»

Première liste de candidats

Circonscription	Candidat	Profession
Bas-Rhin 2e	Frédéric Kosman	ouvrier (métallurgiste)
Bas-Rhin 3e	Christian Reiser	employé PTT
Haut-Rhin 4e	Gérard Deneux	ouvrier
Puy-de-Dôme	J.M. Paljkovik	ouvrier (métallurgiste)
Gironde 1ère	Bruno Borthury	ouvrier
Finistère 2e	Fernand Moisan	ouvrier (métallurgiste)
Ille-et-Vilaine 2e	J.G. Le Cam	ouvrier (métallurgiste)
Morbihan 5e	Romain Le Gal	ouvrier municipal
Côte-d'Or 1ère	Agnès Salomon	ouvrière
Saône-et-Loire 2e	Christiane Ribaud	professeur de CES
Saône-et-Loire 4e	Charles Benoit	ouvrier (mineur)
Yonne 2e	Alain Thomas	instituteur
Loir-et-Cher 3e	M.C Heron	enseignante, conseillère municipale
Loiret 1ère	M.F Manoury	ouvrière
Loiret 2e	Michel Gaurant	ouvrier (métallurgiste)
Marne 1ère	Michel Gigeriche	ouvrier (métallurgiste)
Marne 2e	Johan Thomas	ouvrier (métallurgiste) licencié
Doubs 1ère	Jacques Roy	employé PTT, chômeur
Ter. de Belfort	Nicole Rigoulot	avocate
Meurthe-et-Moselle 1ère	M.T Leblanc	ouvrière
Meurthe-et-Moselle 7e	Christian Iceta	Instituteur
Moselle 3e	Alphonse Laux	ouvrier retraité
Moselle 6e	Pierre Brune	professeur de CET
Haute-Garonne 1ère	Desachy	ouvrière
Nord 1ère	Marc Leblanc	employé PTT
Nord 2e	Philippe Renahy	libraire
Nord 7e	G. Guillermain	ouvrière (textile)
Nord 11e	Laurent Grisel	ouvrier
Pas-de-Calais 5e	Henri Coppin	ouvrier
Pas-de-Calais 12e	Jacques Lacaze	médecin
Pas-de-Calais 13e	Michèle Taimont	professeur
Calvados 1ère	B. Compagnon	aide-soignante
Orne 2e	Henri Auclain	ouvrier licencié
Loire-Atlantique 3e	Michel Kervarec	dessinateur
Oise 1ère	Georges Hillaire	ouvrier
Somme 1ère	Jean Depecker	enseignant
Somme 4e	J.P Pérard	journaliste
Somme 5e	Denise Bogaert	employée PTT
Alpes-Maritimes 3e	Joël Cristofari	instituteur
Bouches-du-Rhône 6e	Yves Vandramme	employé PTT
10e	Richard Aguado	ouvrier (métallurgiste)
Vaucluse 3e	Pierre Joly	paysan
Rhône 1ère	Claude Delorme	ouvrier
3e	P. J Lubiato	maçon
4e	Robert Durand	professeur
5e	Ghislaine Penel	institutrice
6e	Camille Rey	ouvrier
7e	D. Cazola	maître-auxiliaire, chômeur
9e	Thin	agent hospitalier
10e	Bernard Rey	employé
12e	André Perchoux	employé
13e	N. Scarafia	ouvrière
Ain 1ère	J.P Cotton	professeur
Ain 2e	J.C Gioria	ouvrier (plastique)
Savoie 3e	J.C Granjon	ouvrier
Loire 5e	J.L Dupuy	ouvrier (métallurgiste)
Paris 2e	Roland Mérieux	ouvrier
12e	Roland Rey	travailleur hospitalier
16e	Sylvain Duverne	employé
25e	J.H Renahy	enseignant
27e	Claude Lebrun	ouvrier licencié
28e	André Druesne	ouvrier (métallurgiste)
30e	Arlette Crohem	employée
31e	Simone Douzil	journaliste
Seine-et-Marne 2e	Patrick Baudouin	ouvrier
Essonne 3e	Pierre Geoffroy	employé
Val-de-Marne 1ère	Joël Perret	ouvrier
4e	Patrice Rollet	agent hospitalier
Haut-de Seine 1ère	J.L Raboutet	ouvrier licencié
4e	Guy Praxelle	technicien
11e	Nicole Balland	employée
Seine-Saint-Denis 1ère	Blanchemanche P	employé
2e	Yves Chevet	ouvrier (transport)
7e	Georges Fernandez	employé

LE COMITE D'INITIATIVE NATIONAL DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

UNE ADRESSE : 3, rue Jean Robert Paris 18e (Métro Marx Dormoy)
UN NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : 607 23 75
DEUX PERMANENCES : le mercredi de 18 à 20 h, le samedi de 15 à 17 h, (à dater du 25 janvier 1978).

Une campagne électorale coûte cher, des candidats soutenus par les banques et les trusts n'ont aucun problème. Mais des candidats ouvriers et paysans ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Ouvriers, paysans, travailleurs : les candidats de l'*« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne »* défendent vos intérêts, ils sont vos candidats : soutenez-les !

Le soutien financier est aussi un soutien politique !

Pour le soutien financier, les envois peuvent être faits à l'adresse suivante :

– Jean-Louis Raboutet
No 42 121 U
Agence GN 874 du Crédit Lyonnais
Centre commercial du Luth
92 230 Gennevilliers